

Le «Nobel d'économie» s'intéresse à la question sociale

 mediapart.fr/journal/economie/141019/le-nobel-d-economie-s-interesse-la-question-sociale

14 octobre 2019 Par Romaric
Godin

L'Académie royale des sciences de Suède a décidé de montrer sa fibre sociale avec ce « prix de sciences économiques de la Banque de Suède en l'honneur d'Alfred Nobel » 2019. Plutôt que de récompenser des théoriciens *mainstream*, comme elle le fait régulièrement, elle a choisi d'attribuer le « prix Nobel d'économie » à trois chercheurs qui se sont intéressés à la lutte contre la pauvreté sur le terrain : l'Indien Abhijit Banerjee, la Française Esther Duflo et l'Étatsunien Michael Kremer. Ces trois économistes sont connus pour avoir renouvelé entièrement la question du développement et de la pauvreté en se fondant sur l'expérience et l'expérimentation. Une vision empirique qui tente d'identifier des solutions qui marchent et des boîtes à outils efficaces pour les États. Ils ont été récompensés officiellement pour leur « *approche expérimentale dans le combat contre la pauvreté* ».

Esther Duflo, née en 1972 à Paris, est donc la deuxième femme à obtenir ce prix après Elinor Ostrom en 2009, et la quatrième personne de nationalité française après Gérard Debreu (qui possédait, comme Esther Duflo, la nationalité étatsunienne) en 1983, Maurice Allais en 1988 et Jean Tirole en 2014. Primée de nombreuses fois au cours de la dernière décennie et détentrice d'une chaire « *Savoirs contre la pauvreté* » au Collège de France depuis 2008, elle était souvent citée comme favorite pour le « Nobel ».



Les trois lauréats du "prix Nobel d'économie" 2019 : Abhijit Banerjee, Esther Duflo et Michael Kremer. © Copyright © Nobel Media 2019. Illustration: Niklas Elmehed

Elle travaille au sein d'un laboratoire « *d'action contre la pauvreté* », le J-PAL du Massachusetts Institute of Technology (MIT), qu'elle a fondé avec son époux, Abhijit Banerjee, primé donc avec elle ce 14 octobre. Né à Calcutta en 1960, il est le deuxième Indien, après Amartya Sen en 1998, à recevoir le « prix Nobel ». Le dernier lauréat, l'économiste étasunien Michael Kremer, poursuit, à Harvard, des travaux proches de ceux de Duflo et Banerjee.

Les recherches de ces trois économistes se fondent principalement sur une approche micro-expérimentale. On observe comment les individus pauvres se comportent et on essaie de comprendre pourquoi ils demeurent dans la pauvreté. Puis, grâce à des expérimentations, on tente de trouver des mesures correctives. Cette approche n'est pas entièrement étrangère à la notion de « *coup de pouce* » ou « *nudge* » développée par le père de l'économie comportementale Richard Thaler, primé en 2017 par le même « prix Nobel » d'économie.

L'idée est de trouver des moyens de convaincre les individus en situation de pauvreté de « faire les bons choix » qu'ils ne font pas : par exemple investir dans des engrais plutôt que dans des dépenses immédiates, acheter de la nourriture plutôt qu'une télévision ou encore traiter l'eau que l'on boit. Pour cela, les chercheurs primés proposent d'avoir recours à différentes méthodes comme des micro-crédits, qui rendent l'argent disponible au moment de poser l'engrais ou de placer des pastilles de chlore près des puits d'eau (ce qui relève du « *nudge* »).

Dans un entretien à Mediapart de 2012, Esther Duflo se défendait de tout paternalisme. Pour elle, la question n'est pas « *d'imposer notre propre vue* », mais d'aider les personnes dans le besoin à mieux construire leurs décisions. « *Quand les gens peuvent penser sereinement à leur avenir, ils prennent des décisions différentes de celles qu'ils prennent lorsqu'ils décident impulsivement. Il peut alors être nécessaire, de leur propre point de vue, d'infléchir les décisions et les arbitrages* », expliquait-elle. La démarche des trois chercheurs n'est pas « morale » mais pratique : le pauvre n'agit pas « mal », il agit en fonction d'une rationalité façonnée par sa situation présente, ses propres habitudes et ses propres urgences. Ce que les chercheurs cherchent à identifier et à corriger, ce sont les moments où cette rationalité joue contre son propre intérêt.



Esther Duflo.

Selon les chercheurs primés, la pauvreté ne trouve pas sa source dans une morale dévoyée, ni un défaut d'accès au marché, ni un simple manque de moyens. La question concerne bien plutôt l'usage qui est fait de ces moyens par les acteurs. Le point de départ des recherches de Michael Kremer porte sur le fait que la mise à disposition de matériaux d'apprentissage (manuels, cours, matériels divers) ne suffit pas à élever le niveau d'éducation d'une population.

Esther Duflo et Abhijit Banerjee ont pu ainsi identifier que d'autres facteurs jouaient, de ce point de vue, comme donner aux élèves un programme « au bon niveau ». Pour Esther Duflo, dans l'entretien déjà cité, « *le problème principal de l'éducation des pays pauvres* » est que « *ce sont des systèmes extrêmement élitistes, et qui ont gardé leur facture élitiste au moment où ils faisaient des efforts massifs pour que tous les enfants aillent à l'école* ». Il faut donc parfois ajuster ce niveau qualitatif, plutôt que de mettre beaucoup d'argent.

C'est donc un des enseignements de cette vision : l'argent, et en particulier l'argent public, ne peut pas tout. Il faut que les moyens s'accompagnent de « *bonnes réformes* », de « *bons comportements* » fondés sur l'expérience et non sur de grandes idées, fussent-elles généreuses. Les trois chercheurs ne sont pas « anti-étatistes » au sens où l'on peut l'entendre en France. Ils pensent que l'État est souvent un bon acteur, mais qu'il peut, par des méthodes trop générales et des ambitions décalées du réel, ne pas être le bon acteur.

Finalement, leur approche de l'État est la même que celle du marché : il peut parfois être utile, mais ne peut pas tout faire. La démarche expérimentale se traduit par une vision extrêmement empirique et pragmatique. Il faut chercher « *ce qui marche* » et trouver la

bonne coopération entre les acteurs pour avancer sur le sujet.

Et c'est là toute la subtilité de ce « Nobel », souvent critiqué pour n'être que le porte-voix du *mainstream*. En primant Duflo, Banerjee et Kremer, l'Académie royale suédoise des sciences a choisi de mettre l'accent sur la lutte contre la pauvreté. C'est là une pierre dans le jardin du *mainstream* néolibéral et conservateur qui soutient, chiffres à l'appui, que la mondialisation a fait reculer la pauvreté. Il suffirait donc de la poursuivre pour en finir avec le phénomène. Or, il reste pas moins de 700 millions de personnes vivant officiellement sous le seuil de pauvreté et sans doute bien davantage vivant dans une situation réelle de pauvreté.

Par ailleurs, les travaux des trois lauréats, comme on l'a vu, viennent précisément contredire l'idée que la seule amélioration des revenus est une solution en soi. Tout dépend de ce que l'on fait de ces revenus et de la manière dont on agit. En tirant un peu, cette démarche permet aussi de s'interroger sur l'obsession dans les pays avancés de la lutte contre le chômage pour réduire la pauvreté, alors que, dans certains pays, la baisse du chômage va de pair avec la hausse de la pauvreté. L'Académie suédoise vient donc rappeler que la lutte contre la pauvreté est un défi d'actualité et qu'il ne se règle pas simplement à coups de dollars et de statistiques.



Watch Video At: <https://youtu.be/Trk5Dw-156w>

Cours "repenser la pauvreté" à la Paris School of Economics de 2015-2016 par Esther Duflo.

De ce point de vue, ce « Nobel » est un prix de combat contre les vues simplistes de certains néolibéraux sur la pauvreté et que l'on entend souvent encore, y compris en France : comment se fait-il que des pauvres aient faim et aient des smartphones ? Les trois lauréats refusent de juger ces comportements et estiment que toutes les mesures coercitives sont contre-productives. Les pauvres ne sont donc perçus ni comme des

« mauvais » hommes triés par la loi naturelle de l'économie, ni comme des « handicapés » à qui il faut donner l'accès au marché qui leur manque. Esther Duflo insiste, par exemple, sur le fait que, contrairement au rêve de certains « progressistes », les pauvres ne sont pas tous des « *entrepreneurs-nés* » à qui il suffit de donner les moyens d'entreprendre. Au contraire, le salariat, par la sécurité relative qu'il offre, leur permet d'anticiper l'avenir et, de ce fait, de prendre de décisions moins marquées par l'urgence et l'immédiateté et, donc, meilleures sur le long terme.

Lire aussi

Mais si cette décision de l'Académie salue une démarche critique de certains pans de l'économie, elle ne s'engage pas dans une voie hétérodoxe. Les trois primés agissent bien dans le cadre de l'économie orthodoxe et de sa rationalité. L'approche microéconomique est, du reste, une signature de cette vision : la pauvreté peut être réglée non pas dans un cadre global, mais par l'addition de comportements individuels. On y retrouve d'ailleurs certaines obsessions du *mainstream*, comme le déficit d'information qui induit des comportements néfastes. L'horizon est donc bien celui de l'individu capable de prendre les décisions optimales d'agent économique. Du reste, cette démarche est, comme on l'a vu, très critique vis-à-vis des organisations, à commencer par l'État. « *Je pense également qu'il est nécessaire d'éviter une forme de pessimisme qui a cours dans le développement, qui est liée à la tentation de tout miser sur les "bonnes institutions", sans lesquelles on ne pourrait rien faire, surtout quand elles sont mauvaises, parce qu'elles sont héritées d'un passé chaotique* », précisait Esther Duflo en 2012.

Mais, comme dans l'économie comportementale, et malgré le rejet d'un procès en paternalisme, on n'échappe pas ici à une certaine tendance au « *gouvernement des conduites* » et donc à la volonté de contrôler les individus pour que l'économie « *fonctionne mieux* ». La méfiance envers l'État est alors une méfiance envers son action globale, donc envers la politique. Esther Duflo est très hostile, par exemple, aux subventions pour les produits de première nécessité. Mais lorsque l'État agit à moindre coût pour bien diriger les actions individuelles des plus pauvres, il est loué. On retrouve ici certains traits de l'État néolibéral, dépolitisé, s'appuyant sur les individus plus que sur le collectif et les solidarités, cherchant toujours à optimiser son action dans une obsession du rapport coût-bénéfice. L'État n'est, pour ces chercheurs, qu'un outil comme un autre, à égalité avec le marché. Il n'est pas le lieu de la solidarité, ni celui de choix pris en commun.

Derrière cette pensée, il peut y avoir la volonté louable d'améliorer concrètement la vie quotidienne des plus pauvres, mais aussi de « protéger » un système économique qui n'est pas pour rien dans cette pauvreté et de « neutraliser » l'action de l'État. Au reste, l'idée centrale est ici que la pauvreté ne se résout pas par le « pouvoir d'achat » mais par des choix individuels. La pensée saluée par le « Nobel » n'est pas une pensée de lutte, de combats, mais une pensée d'insertion dans le fonctionnement de l'économie, une forme de réformisme individualisé. Si l'approche se veut pragmatique, elle reste enfermée dans une exigence d'efficacité de la dépense publique et privée, exigence qui

est au cœur du fonctionnement du capitalisme néolibéral. Cette démarche peut donc aussi fort bien convenir à certains politiques néolibéraux : elle défend des solutions individuelles *a minima* contre les politiques à grand budget et rejette tout changement profond du fonctionnement de l'économie.

Après avoir tenté de montrer sa conviction que l'on pouvait marier croissance, environnement et innovation en primant en 2018 Paul Romer et William Nordhaus, l'Académie montre cette fois son intérêt pour les questions sociales. En cela, elle tente un numéro d'équilibriste, à l'image de ce qu'elle avait déjà réalisé en 1998 avec Amartya Sen : troubler la majorité des économistes en mettant l'accent sur une démarche empirique qui remet en cause les mécanismes « automatiques » de lutte contre la pauvreté, sans sortir du cadre *mainstream* qui est celui de ce prix.